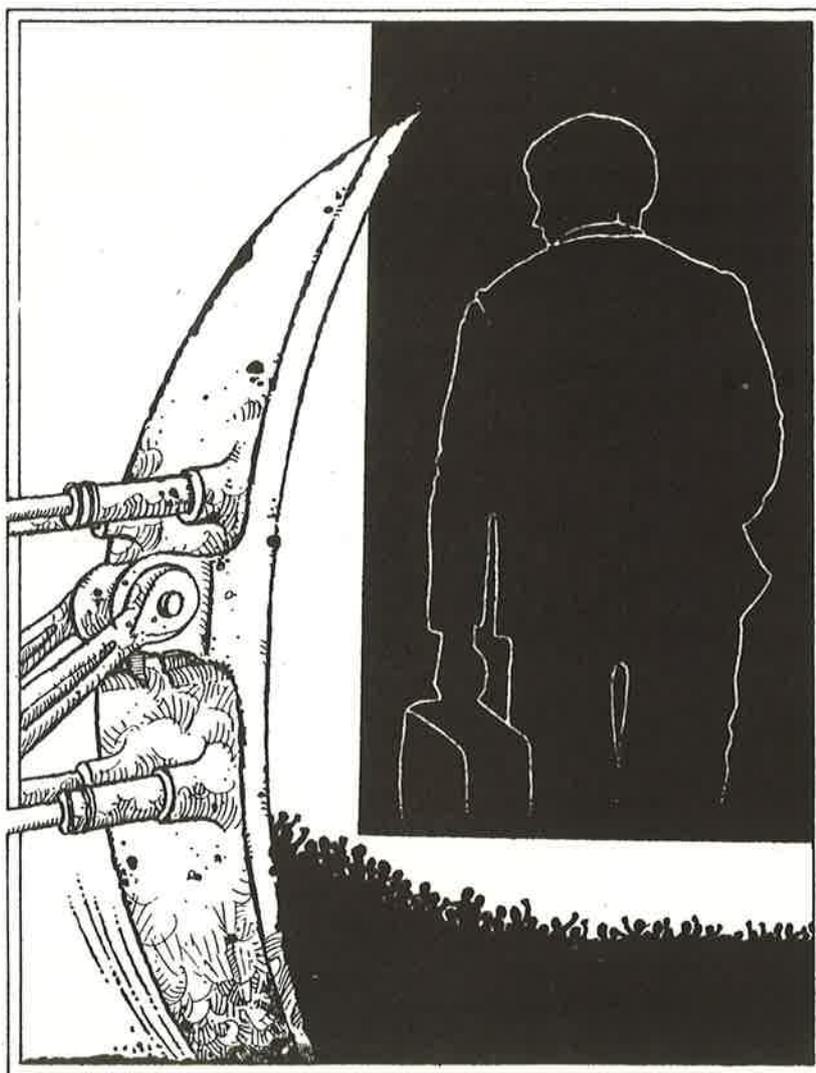


# la lettre de **Solagrail**

Fiche  
pédagogique :

Médias et  
tiers monde

**Apprendre  
à lire une  
information**



MORGAN 86

Le budget  
de la  
coopération  
française :

**Une  
conception  
très  
centralisée**

**Ethiopie**  
**Parler ou rester,  
le vrai débat ?**

nalités d'application vont être dramatiques :

- le transfert des populations des régions de famine, (nord du pays), vers celles du sud-ouest, fertiles et moins peuplées. Solution envisagée par les experts internationaux pour contourner la sur-utilisation de certains sols, ces transferts tournent à la catastrophe par impréparation des zones d'accueil et départs forcés des habitants du nord (cf encadré).

- la "villagisation" de plusieurs zones pour regrouper les familles paysannes en gros villages, censée favoriser l'accès de tous à l'éducation, la santé, etc. Mais là aussi, l'ampleur de l'opération, décidée par le Parti sans tenir compte des contraintes agricoles, atteint gravement la vie agricole de régions pourtant riches. Les responsables de la Coopération suédoise favorables au principe de la villagisation, rendent les dirigeants éthiopiens responsables de ces échecs. *"Décidément ils cherchent les problèmes. Le premier effet de l'opération est que les paysans occupés à déplacer leurs maisons n'auront pas le temps de travailler dans leurs champs. Pourquoi cette hargne à tout bouleverser dans les quelques régions productives du pays, au moment où l'Ethiopie a tant besoin d'une récolte ?" (1).*

(1) Cité par F. Jean, Ethiopie : du bon usage de la famine, MSF, 1986 p. 84.



## Negede Gabezie, opposant éthiopien

# « Je suis persuadé que les ONG doivent rester ! »

**Opposant au régime éthiopien, Negede Gobezie représente le Meison, mouvement socialiste pan-éthiopien. Associé au régime militaire pendant les premières années de la révolution, le Meison, qui regroupe en son centre des militants issus de plusieurs nations du pays, rompt avec le régime de Mengistu en 1977, et depuis mène un combat clandestin en Ethiopie.**

■ **LdS : Il y a de nombreux débats à propos de détournement de l'aide d'urgence en Ethiopie. Quelles sont vos informations ?**

**Negede Gobezie :** Ces détournements existent et ne datent pas d'aujourd'hui. Nous avons dénoncé ces pratiques depuis de nombreuses années. Ceci dit, l'aide apportée par les Organisations non-gouvernementales (ONG) est distribuée par leurs soins. Quant à l'aide publique, celle en provenance de la CEE par exemple, elle passe pour moitié par l'intermédiaire de l'organisation officielle éthiopienne la RRC (Relief Rehabilitation Commission), et pour l'autre par des organisations internationales indépendantes, la Croix Rouge, Unicef, le PAM, ... et par des ONG qui sont sur le terrain.

Il faudrait parler de recyclage plutôt que de détournement, pour éviter toute confusion. L'aide est distribuée mais de façon discriminatoire. Priorité est donnée à ceux qui acceptent de s'installer dans les zones de colonisation. Les moyens de transports sont utilisés plus dans ce domaine qu'à l'acheminement des denrées dans les zones non prioritaires. L'aide est donc utilisée comme moyen pour faire avancer la

politique gouvernementale.

■ **LdS : Les transferts de populations sont au centre des débats en Europe. Ils ont été la raison officielle du départ de Médecins Sans Frontières.**

**N. G. :** Il y a beaucoup à dire sur ces transferts et surtout sur les conditions terribles dans lesquelles ils sont actuellement réalisés. L'idée de transferts massifs de populations des régions surpeuplées du nord vers le sud n'est pas neuve. Déjà sous le régime impérial il y a eu plusieurs rapports dont un de la Banque Mondiale pour proposer une telle politique. Ce qui est différent aujourd'hui, c'est que le régime met à profit la vulnérabilité accrue des paysans du nord et l'aide internationale pour entreprendre ces transports à une échelle massive. Réduire, comme le font certains, ces transports à un objectif militaire, est faux. Il est vrai qu'une partie des paysans transférés viennent des régions de conflit du Tigré et d'Erythrée. Mais il faut savoir que 50 % des populations transférées viennent de la région du Wollo qui n'est pas particulièrement touchée par les conflits armés en cours. L'objectif primordial de ces transferts est de faciliter la colonisation de

nouvelles terres pour l'agriculture éthiopienne.

■ **LdS : Comment se situer dans le débat : "rester ou non en Ethiopie ?"**

■ **N. G. :** Malheureusement ce débat est franco-français. Je me demande si les responsables de l'organisation MSF-France, qui l'on lancé à grand renfort de publicité, ont réfléchi une seconde à ce que auraient pensé les enfants de notre pays de cette polémique dans les salles de conférences parisiennes. Pour nous il est clair que la présence des ONG et l'action qu'elles mènent en Ethiopie sont extrêmement utiles. Les organisations indépendantes constituent un élément important dans les mécanismes de distribution de l'aide internationale. Leur présence empêche les détournements plus massifs. De plus, les projets de développement qu'elles entreprennent, même s'il y a des contraintes politiques, ne tiennent pas compte des priorités officielles. Les ONG s'occupent du petit paysan, à l'encontre de la politique gouvernementale. Début 1985, le gouvernement prévoyait de déplacer 1,5 million de personnes. Actuellement, 600 000 paysans ont été déplacés. Le gouvernement n'a pas pu réaliser complètement son rêve, justement parce que toute l'aide internationale n'est pas passée par l'organisme officiel comme il l'avait demandé. L'action des ONG a aidé à réduire la vulnérabilité du petit paysan et à le fixer dans son village.

■ **LdS : Que penser des pressions que peuvent exercer les ONG et leur influence sur le gouvernement ?**

■ **N. G. :** Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut aider les Ethiopiens. Mais encore faut-il rester. Il est faux de dire que le débat est entre les "courageux" qui refusent de garder le silence face à la politique de la dictature et ceux qui se taisent pour rester. Les ONG françaises qui travaillent en Ethiopie n'ont pas attendu MSF pour dénoncer ce qui se passait dans notre pays. Le débat est entre partisans d'une

campagne médiatique irresponsable et à la limite provocatrice, et ceux qui préconisent une politique de dénonciation qui ne perde jamais de vue les exigences de rester auprès des victimes qui elles n'ont jamais demandé à personne de partir.

On peut dénoncer le régime et rester dans le pays à l'exemple de CONCERN, ONG irlandaise qui est l'une des plus importantes dans le pays. Lorsque le gouvernement a décidé de mettre le feu au camp de réfugiés de Ibneq pour obliger ceux-ci à repartir chez eux, cette organisation a été la première à dénoncer ces atrocités. Par la suite, d'autres ONG s'y sont associées. Le gouvernement a été obligé de céder et de recréer des structures d'accueil provisoires. Or ces ONG travaillent toujours dans le pays. Voilà un exemple d'une attitude responsable. MSF n'a pas suivi cette démarche. L'organisation n'a pas su comment rester auprès des enfants d'Ethiopie. D'après MSF, si toutes les organisations adoptaient son attitude, le gouvernement serait amené à changer d'attitude. Je crois qu'il s'agit là d'un raisonnement naïf et contradictoire. L'organisation dénonce le caractère irresponsable et inhumain de la dictature éthiopienne. Mais en même temps elle pense le faire évoluer en prenant la vie des victimes de cette dictature en otage. Un gouvernement irresponsable se préoccupe d'abord de sa survie et non de celle de ses victimes.

■ **LdS : Quelle analyse faites vous de la politique agricole conduite actuellement en Ethiopie ?**

■ **N. G. :** L'Ethiopie est un grand pays. Sa surface est équivalente à la celles de la France, l'Italie, la RFA et le Bénélux réunis. C'est un pays aux conditions agro-climatiques très diverses. On estime qu'il serait possible de nourrir environ 100 millions d'habitants.

Le problème de la famine, du temps de l'empire ou maintenant, est politique. La révolution a détruit les structures féodales et ses premières années ont été marquées par une

nette progression de la production agricole. Il y a eu une certaine amélioration de la situation nutritionnelle des paysans. Maîtres de leurs produits, les paysans ont alors commencé à revendiquer que les produits qu'ils vendaient au marché soient mieux rémunérés. Les militaires n'ont pas voulu entendre cette revendication. D'où une répression terrible du mouvement paysan et une politique agricole dirigiste. Les producteurs sont aujourd'hui obligés de livrer une fraction de leur récolte au gouvernement à des prix dérisoires fixés par lui. Le commerce privé des céréales est interdit au niveau interrégional, c'est un organisme public qui a le monopole de ce type d'échanges. Un tel contexte démotive complètement les producteurs. Le gouvernement essaie d'y remédier en axant sa politique sur la collectivisation et le développement des fermes d'Etat. Mais le petit paysan est de plus en plus marginalisé. Le secteur agricole collectivisé et les fermes d'Etat accaparent tous les crédits publics alors qu'ils n'assurent que 6 % de la production agricole. Le rôle des ONG, surtout dans la phase actuelle où on passe de l'aide d'urgence à celle d'appui au développement, est capital dans la mesure où leur action est basée sur les petits paysans qui sont la véritable bête noire de Mengistu. Nous leur demandons de rester parce que leur présence et leur action contraignent et freinent les ardeurs collectivistes et totalitaires du régime et vont à l'encontre d'une politique agricole désastreuse qui prépare d'autres drames à notre peuple. Malheureusement la dictature n'est pas seule dans ces "préparatifs" pour d'autres rendez-vous dans cinq ou dix ans. D'autres, en préconisant une politique de départ massif des ONG de notre pays, agissent-ils consciemment ou non, avec cette politique irresponsable ?

*Propos recueillis par  
Jérôme COSTE  
et Eric GUERIN*